

PLAN D'ÉTUDES CADRE DE L'OPTION SPÉCIFIQUE

ÉCONOMIE ET DROIT

1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX DE FORMATION

Au quotidien, toute personne peut être confrontée à des situations complexes, dont les solutions impliquent la mobilisation de compétences spécifiques. L'enseignement de l'économie et du droit doit permettre à l'élève de faire face à des situations qui peuvent l'affecter dans les domaines suivants :

- à un niveau personnel, chaque individu peut se trouver dans des rôles de consommateur, d'épargnant, d'investisseur, d'emprunteur ou d'assuré. Qu'il s'agisse de consommation durable, de gestion de l'épargne, ces divers rôles vont impliquer des choix qui peuvent déployer leurs effets aujourd'hui (consommation, p. ex.) ou demain (épargne, p. ex.).
- dans le monde professionnel, les employés sont confrontés à des choix difficilement conciliables, tels que la planification de la carrière ou l'équilibre familial. Dans un rôle d'entrepreneurs, ils font face aux intérêts contradictoires des différents acteurs qui les entourent : salariés, clients, fournisseurs, fournisseurs de capitaux, État, par exemple.
- dans l'espace social et politique, les individus endossent le rôle de citoyen et doivent se positionner face à des enjeux économiques, sociaux ou environnementaux. Les situations problématiques dans ce contexte peuvent concerner des domaines très variés tels que les énergies et l'environnement, finances et impôts, la santé, les assurances sociales ou privées, les flux migratoires.

Chacun de ces domaines peut générer des conflits de valeurs, des oppositions, par exemple entre les intérêts individuel et collectif, les objectifs à court et long terme, la rentabilité et la durabilité, ou encore la sécurité et la liberté.

L'enseignement de l'économie et du droit, basé sur la connaissance et orienté vers la réflexion et l'action, traite de nombreux enjeux sociétaux actuels. Une bonne compréhension des dimensions économiques et juridiques permet une participation informée, active et responsable de l'élève au sein de notre société. Il contribue ainsi à amener l'élève à une maturité sociale plus profonde grâce à des décisions fondées et basées sur des valeurs.

L'économie d'entreprise, l'économie politique et le droit possèdent chacun leur tradition d'enseignement et de recherche, ainsi que leurs concepts, modèles et instruments d'analyse spécifiques. La confrontation aux questionnements propres à ces disciplines renforce l'aptitude générale de l'élève aux études supérieures.

2. CONTRIBUTION À L'ENCOURAGEMENT DES COMPÉTENCES TRANSVERSALES

La résolution de problèmes économiques et juridiques implique que l'élève soit en mesure de mobiliser un large éventail de compétences interdisciplinaires.

2.1. Compétences transversales cognitives

2.1.1. Compétences transversales méthodologiques

- Stratégies cognitives d'apprentissage : planification, élaboration, évaluation.
- Stratégies cognitives de préparation aux examens.
- Techniques de travail.
- Capacités de raisonnement : pensée abstraite, pensée analytique, pensée déductive, pensée analogique, pensée en réseau, pensée critique.

2.1.2. Compétences personnelles et liées à la personnalité

- Réflexion sur soi.

2.1.3. Compétences socio-communicatives

- Capacité de dialogue : aisance verbale, aptitude à interpréter.
- Capacités de coordination : à dégager un consensus, de gérer les conflits.
- Capacité à coopérer : à travailler en équipe, à assumer des responsabilités sociales.

2.2. Compétences non-cognitives

2.2.1. Compétences transversales méthodologiques

- Stratégies d'apprentissage liées aux émotions: volition.

2.2.2. Compétences personnelles et liées à la personnalité

- Estime de soi.
- Efficacité personnelle.
- Motivation à la performance.
- Curiosité.
- Compétence normative.

2.2.3. Compétences socio-communicatives

- Capacité à faire preuve d'autonomie.
- Capacité à prendre des responsabilités.
- Capacité à se présenter devant un public.

2.3. Contribution aux compétences de base constitutives de l'aptitude aux études supérieures en langue première

Les compétences de base en langue première (CDB-L1) sont développées par différents moyens en *Économie et Droit* :

- par la réception de textes écrits : lecture et interprétation de textes spécialisés et issus des médias (p. ex., développement économique (cf. sous-domaine 2.3)) ainsi que des textes de lois (p. ex., droit pénal (cf. sous-domaine 3.3)) ;
- production de textes écrits : rédaction d'analyse sur des questions d'actualité (p. ex., sujets à dimension politique (cf. sous-domaine 2.1)) ;
- production de textes oraux : discussion de problématiques actuelles (p. ex., sujets à dimension politique (cf. sous-domaine 2.1)).

Pour des exemples concrets, se référer au descriptif des compétences dans le tableau ci-après (cf. pt. 3).

2.4 Contribution aux compétences de base constitutives de l'aptitude aux études supérieures en mathématiques

Les compétences de base en mathématiques (CDB-M) sont développées par différents moyens en *Économie et Droit* :

- Arithmétique et algèbre : calcul de ratios financiers et macroéconomiques (p. ex., méthodes financières et comptables (cf. sous-domaine 1.5) et comptes nationaux (cf. sous-domaine 2.3)) ;
- Géométrie : représentation des fonctions microéconomiques (p. ex., fonction d'offre et de demande (cf. sous-domaine 2.2)) ;
- Statistiques : interprétation d'indicateurs macroéconomiques, de tableaux et de graphiques (p. ex., cycle économique (cf. sous-domaine 2.3) ; finances publiques (cf. sous-domaine 2.4)).

Pour des exemples concrets, se référer au descriptif des compétences dans le tableau ci-après (cf. pt. 3).

3. CONTENUS SPÉCIFIQUES ET COMPÉTENCES DISCIPLINAIRES

Par son ancrage dans de nombreux domaines de la vie et son ambition d'aborder les problèmes actuels ainsi que les défis futurs de la société, la discipline *Économie et Droit* requiert une approche interdisciplinaire. Il existe donc de nombreux liens permettant d'approfondir et renforcer les compétences disciplinaires de base (CDB-L1 et CDB-M) en langue première et en mathématiques (éventuellement aussi en anglais et en informatique), mais aussi les compétences interdisciplinaires.

En ce qui concerne les thèmes transversaux « propédeutique scientifique » (PS) et « défis sociétaux » - éducation à la citoyenneté (CIT), éducation au développement durable (EDD), numérisation (NUM) – la discipline *Économie et Droit* propose des contenus et des compétences spécifiques qui peuvent à leur tour s'avérer utiles dans d'autres disciplines.

Domaine de formation Et domaines partiels	Compétences disciplinaires <i>(en règle générale 3 à 5 compétences disciplinaires par domaine partiel)</i>
1. Économie d'entreprise	Les élèves sont capables de
1.1. Modèles d'entreprise et pensée systémique	<ul style="list-style-type: none">• Comparer les entreprises en fonction de leurs caractéristiques (p. ex. secteur d'activité, domaine, taille, propriété, but lucratif, forme juridique).• En utilisant des modèles d'entreprise, expliquer les interactions entre l'entreprise et son environnement (micro- et macro-environnement) et évaluer les décisions entrepreneuriales en fonction d'objectifs contradictoires. (EDD)• Utiliser un modèle d'entreprise (p. ex. <i>Business Model Canvas</i>, modèle de St-Gall) pour identifier les éléments et les facteurs de succès de l'activité entrepreneuriale. (NUM)• Expliquer le processus de gestion stratégique de l'entreprise (analyse de la situation, élaboration d'une stratégie, mise en œuvre de la stratégie, évaluation) et l'appliquer à des exemples (p. ex. simulation d'entreprise, <i>businessplan</i>). (EDD)
1.2. Éthique de l'entreprise et système de valeurs	<ul style="list-style-type: none">• Évaluer l'activité entrepreneuriale (entrepreneuriat) selon les dimensions économique, sociale et écologique en utilisant divers concepts d'éthique des affaires (p. ex. valeur actionnariale,

Domaine de formation Et domaines partiels	Compétences disciplinaires <i>(en règle générale 3 à 5 compétences disciplinaires par domaine partiel)</i>
	responsabilité sociale et environnementale des entreprises, durabilité). (CIT, EDD)
1.3. Création de valeur et processus	<ul style="list-style-type: none"> • Structurer les activités de l'entreprise dans une chaîne de valeur et suggérer des possibilités d'optimisation (p. ex., externalisation, économies d'échelle, économie circulaire). (EDD) • évaluer les dynamiques d'innovation comme bases du succès de l'entreprise à long terme et proposer des exemples (p. ex. innovation du produit, des processus et du modèle d'activité). • Comprendre les concepts du marketing et évaluer des cas pratiques liés au marketing (p. ex. <i>nudging</i>, relations publiques). (NUM)
1.4. RH et développement de l'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluer les procédures dans le domaine du recrutement de personnel (p. ex., candidature en ligne) du point de vue de l'entreprise et des employés. (NUM) • Évaluer les procédures dans le domaine de l'évaluation et de la rémunération du personnel sur des bases théoriques et empiriques (p. ex. théories de la motivation). (NUM) • Évaluer les approches du développement organisationnel (p. ex. division et conception du travail, styles de gestion, gouvernance d'entreprise) et du développement des ressources humaines (p. ex. politique de rémunération).
1.5. Finance et gestion	<ul style="list-style-type: none"> • Estimer les besoins de capitaux selon le type d'entreprise et proposer des options de financement appropriées (p. ex. autofinancement, crédit, <i>crowdfunding</i>). (NUM, CDB-M) • Enregistrer les transactions financières dans l'entreprise avec un outil numérique (p. ex., logiciel de gestion) et évaluer la saisie des données. (NUM) • Analyser les états financiers (bilan, compte de résultat, flux de trésorerie) et les rapports d'activité (p. ex. rapport de gestion, rapport de durabilité, relation aux médias) et suggérer des mesures correctives. (PS, CIT, EDD, CDB-M)

Domaine de formation	Compétences disciplinaires
Et domaines partiels	<i>(en règle générale 3 à 5 compétences disciplinaires par domaine partiel)</i>
2. Économie politique	Les élèves sont capables de
2.1. Modèles et concepts économiques	<ul style="list-style-type: none"> • Saisir des situations concrètes à l'aide de concepts et de modèles, ainsi que des outils et méthodes analytiques propres à la science économique et comprendre les limites de ces modèles : <ul style="list-style-type: none"> - théories économiques et leur origine historique (p. ex. avantages comparatifs (cf. 2.7), libéralisme, néolibéralisme, keynésianisme (cf. 2.3)) ; - courants de recherche actuels (p. ex. théorie des jeux, économie expérimentale) ; - concepts-clés en économie (p. ex. rareté, incitation, coût d'opportunité) ; - modèles (p. ex. circuit économique (cf. 2.3), modèle de marché (cf. 2.2)). • Analyser des problématiques liées à des domaines impliquant des enjeux politiques (p. ex. santé, transports, énergies) et esquisser des solutions argumentées. (CIT, EDD, CDB-L1) • Distinguer le rôle de l'État dans différents systèmes économiques (p. ex. économie sociale de marché, capitalisme d'État) et comprendre les fondements historiques et les valeurs sous-jacents à ces systèmes. (CIT, EDD)
2.2. Marchés et action de l'État	<ul style="list-style-type: none"> • Comprendre le marché et ses différentes dimensions en tant que modèle central des systèmes d'économie de marché : (PS, CIT, EDD, NUM, CDB-M) <ul style="list-style-type: none"> - conditions-cadres juridiques (p. ex. garantie de la propriété, liberté économique) ; - hypothèses du modèle (p. ex. concurrence parfaite) ; - analyse du marché (p. ex. offre-demande, élasticités, coût du producteur, surplus du consommateur et du producteur) et rôle du prix ; - formes de marché (p. ex. monopole, oligopole) ;

Domaine de formation Et domaines partiels	Compétences disciplinaires <i>(en règle générale 3 à 5 compétences disciplinaires par domaine partiel)</i>
	<ul style="list-style-type: none"> - défaillances du marché (p. ex. externalités, biens publics). • Analyser et évaluer l'action du gouvernement dans une économie de marché (p. ex. impôts, subventions, contingents, politique de la concurrence, politique de l'environnement, politique sociale). (CIT, EDD)
2.3. Développement économique et changement	<ul style="list-style-type: none"> • Comprendre la mesure de l'activité économique au niveau national (p. ex. comptabilité nationale). • Comparer et évaluer la pertinence et les limites de différents indicateurs économiques, sociétaux et écologique (p. ex. PIB, PIB/hab, IDH, empreinte écologique, Gini). (EDD, CDB-M) • Distinguer le développement économique à court (cycle conjoncturel), et long terme (croissance, changement structurel) et expliquer leur importance pour le système social et environnemental. (EDD, NUM) • Expliquer l'influence des facteurs de production et de la productivité sur le niveau du potentiel de production. • Analyser les avantages et les inconvénients de la croissance économique et présenter des approches alternatives (p. ex. économie post-croissance, économie du partage, économie circulaire). (EDD) • Analyser les périodes de prospérité et de crise économique et en comprendre les causes. (CIT, CDB-L1, CDB-M) • Évaluer les prévisions de développement économique (p. ex. analyse conjoncturelle, scénarios de développement). (PS, CDB-M) • Classer chronologiquement et comparer les courants de pensée en matière de politique économique (p. ex., keynésianisme, monétarisme) et évaluer l'impact de leurs instruments au moyen d'exemples (p. ex., politique de relance, assouplissement quantitatif, <i>helicopter money</i>). (PS, CIT, CDB-L1)
2.4. Finances publiques / endettement public	<ul style="list-style-type: none"> • Interpréter la structure et l'évolution des revenus et dépenses des collectivités publiques (p. ex. déficit/excédent, quote-part fiscale, taux d'endettement public). (CIT, CDB-M)

Domaine de formation Et domaines partiels	Compétences disciplinaires <i>(en règle générale 3 à 5 compétences disciplinaires par domaine partiel)</i>
	<ul style="list-style-type: none"> • Expliquer l'importance du système fiscal pour les finances publiques et l'équilibre social (p. ex. types d'impôts, taux marginal d'imposition). • Comparer et évaluer l'impact des mesures de lutte contre la dette publique (p. ex. frein à l'endettement, pacte de stabilité européen) (CIT, EDD)
2.5. Travail et assurances sociales	<ul style="list-style-type: none"> • Comprendre l'évolution de l'organisation du travail et analyser l'importance du travail pour l'individu et la société dans son ensemble de l'économie (p. ex. du fordisme à l'ubérisation du travail, revenu de base inconditionnel) (NUM) • Décrire et utiliser les notions et indicateurs liés au marché du travail (p. ex. population active, taux de chômage) ; différencier les formes de chômage, en expliquer les causes et évaluer les politiques de lutte contre le chômage. (CIT) • Comprendre les institutions du système d'assurances sociales suisse (p. ex. système des trois piliers, LAMAL, AC, ALFA) et ses principes (p. ex. solidarité, subsidiarité). (CIT, EDD) • Évaluer les débats actuels liés à la politique sociale (réforme de la retraite, répartition des revenus). (CIT, EDD, CDB-L1)
2.6. Monnaie et stabilité financière	<ul style="list-style-type: none"> • Décrire les fonctions de la monnaie et l'évolution des formes de monnaie (p. ex. troc, monnaie fiduciaire/scripturale, monnaie numérique). (CIT, NUM) • Analyser la valeur interne de la monnaie (p. ex. IPC, valeur nominale / réelle), ainsi que ses perturbations (inflation, déflation) et les effets induits sur différents acteurs. • Expliquer le rôle spécifique des banques commerciales et de la banque centrale (p. ex. masse monétaire, création monétaire, théorie quantitative de la monnaie). (CIT, CDB-M) • Comprendre et illustrer les systèmes de taux de change d'un point de vue national et international (p. ex. Bretton Woods, zone euro) • Comprendre et évaluer les mesures liées à la politique monétaire (p. ex.

Domaine de formation Et domaines partiels	Compétences disciplinaires <i>(en règle générale 3 à 5 compétences disciplinaires par domaine partiel)</i>
	<p><i>open market</i>, taux d'intérêt négatifs, taux de change) (CIT, CDB-M)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Distinguer les produits échangés sur les marchés financiers (p. ex. obligations, actions, produits dérivés) selon leur caractéristique (p. ex. échéance, risque) et expliquer leur rôle pour l'économie ainsi que dans les crises financières (p. ex. crise des <i>subprimes</i>) (CIT, EDD)
2.7. Mondialisation et échanges internationaux	<ul style="list-style-type: none"> • Décrire les origines et dimensions (économiques, politiques et culturelles) de la mondialisation et percevoir les conflits qui en résultent. (CIT, EDD) • Percevoir les interdépendances économiques au niveau international à l'aide de la balance des paiements. • Distinguer et évaluer les options de la politique commerciale (libre-échange, protectionnisme) et les concepts théoriques et cadres politiques qui la sous-tendent (p. ex. avantages comparatifs, droit de douane et ses effets, accords bilatéraux). (PS, CIT, EDD, CDB-M) • Distinguer les différentes formes de l'intégration économique (p. ex. zones de libre-échange, union douanière, union monétaire), les mettre en perspective historique et évaluer leurs conséquences, positives et négatives. (CIT, EDD)
3. Droit	Les élèves sont capables de
3.1. Ordre juridique – conflits et règles	<ul style="list-style-type: none"> • Expliquer l'importance des différentes règles de droit (p. ex., hiérarchie des normes, nature contraignante des lois) pour répondre aux questions juridiques. (CIT) • Appliquer la pensée juridique et les méthodes de résolution de cas (p. ex. utilisation des bases légales, citation, syllogisme). (PS, CDB-L1) • Connaître les caractéristiques des domaines du droit et des différentes procédures (civile, pénale, administrative) et les appliquer à différents cas pratiques. (CIT)
3.2. Droit constitutionnel – pouvoir et	<ul style="list-style-type: none"> • Expliquer les principes de fonctionnement de l'État de droit. (CIT) • Décrire les buts des droits fondamentaux et leurs implications (p. ex.,

Domaine de formation Et domaines partiels	Compétences disciplinaires <i>(en règle générale 3 à 5 compétences disciplinaires par domaine partiel)</i>
responsabilité	<p>libertés, garanties de l'État de droit). (PS, CIT)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Distinguer les types de droits fondamentaux (droits humains, droits politiques) et examiner la légalité de leur restriction par des exemples. (CIT, CDB-L1) • Décrire les processus de création des lois (p. ex. révision des lois) en illustrant par des exemples. (CIT) • Illustrer les principes constitutionnels d'organisation de l'État à l'aide d'exemples (p. ex. subsidiarité, fédéralisme). (CIT)
3.3. Droit pénal - culpabilité et sanction	<ul style="list-style-type: none"> • Comprendre la distinction entre droit pénal (p. ex. CP, DPMIn), droit pénal accessoire (p. ex. LCR, LStup, LEtr) et droit de procédure pénale (p. ex. CPP) dans le système juridique. • Expliquer les bases du droit pénal matériel (p. ex. champ d'application, but des sanctions, responsabilité pénale, infractions, sanctions) et analyser des cas pratiques en utilisant la méthode juridique (utilisation des bases légales, syllogisme). (CIT, CDB-L1)
3.4. Droit des personnes, de la famille et des successions	<ul style="list-style-type: none"> • Expliquer les principes de base du droit des personnes (personne physique et morale, jouissance des droits civils, capacité de discernement, responsabilité civile, exercice des droits civils) et analyser des cas pratiques en utilisant la méthode juridique (schéma de résolution de cas, syllogisme). (PS, CDB-L1) • Expliquer les bases juridiques de différentes formes de la vie commune (p. ex. mariage, concubinage, partenariat). (CIT) • Expliquer les principaux domaines du droit de la famille (p. ex. droit du mariage, régime matrimonial, droit de la filiation, protection de l'adulte) et analyser des cas pratiques en utilisant la méthode juridique (schéma de résolution de cas, syllogisme). (PS, CDB-L1) • Expliquer les principes de base du droit des successions (succession légale, succession volontaire, héritage) et analyser des cas pratiques en utilisant la méthode juridique (schéma de résolution de cas, syllogisme). (PS, CDB-L1)

Domaine de formation Et domaines partiels	Compétences disciplinaires <i>(en règle générale 3 à 5 compétences disciplinaires par domaine partiel)</i>
3.5. Droit des contrats et responsabilité juridique – droits et obligations	<ul style="list-style-type: none"> • Expliquer les principes de base du droit des obligations (partie générale) et analyser des cas pratiques en utilisant la méthode juridique (schéma de résolution de cas, syllogisme). (PS, CDB-L1) • Expliquer les principales caractéristiques des différents contrats (dispositions particulières, catégories de contrats, contrat de vente, contrat de bail, contrat de travail, droits des sociétés) et analyser des cas pratiques en utilisant la méthode juridique (schéma de résolution de cas, syllogisme). (PS, CDB-L1)
3.6. Autres domaines du droit	<ul style="list-style-type: none"> • Expliquer les principales caractéristiques d'autres domaines du droit (droits réels, droit de la propriété intellectuelle, droit de la protection des données, droit des poursuites et de la faillite) et analyser des cas pratiques en utilisant la méthode juridique (schéma de résolution de cas, syllogisme). (PS, CDB-L1)